

Art. 16. Le règlement du 15 juillet 1993 relatif à l'enlèvement par collecte des déchets est abrogé.

Art. 17. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 14, § 1^{er}, d) qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009 et de l'article 14, § 1^{er}, a), b) et c) qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,
Mme E. HUYTEBROECK

Notes

(1) *Documenten du Parlement :*

Session ordinaire 2008/2009 :

A-523/1. Projet de règlement.

A-523/2. Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du jeudi 18 décembre 2008.

Adoption : séance du vendredi 19 décembre 2008.

Art. 16. De verordening van 15 juli 1993 betreffende de verwijdering van afval door middel van ophalingen wordt opgeheven.

Art. 17. Deze verordening treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* met uitzondering van artikel 14, § 1, d) dat in werking treedt op 1 januari 2009 en van artikel 14, § 1, a), b) en c) die in werking treden op 1 januari 2010.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 december 2008.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota's

(1) *Documenten van het Parlement :*

Gewone zitting 2008/2009 :

A-523/1. Ontwerp van verordening.

A-523/2. Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking : vergadering van donderdag 18 december 2008.

Aanneming : vergadering van vrijdag 19 december 2008.

MINISTÈRE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 108

[C — 2009/31002]

13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'aide aux entreprises en période de travaux sur la voie publique

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis (JO L 379 du 28 décembre 2006, p. 5);

Vu la Recommandation 2003/361/CE du 6 mai 2003 de la Commission concernant la définition des micro-, petites et moyennes entreprises;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relatives aux institutions bruxelloises, article 8, alinéa 1^{er};

Vu l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique, notamment les articles 59,66 et 67;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 19 juin 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 avril 2008;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 28 avril 2008;

Vu l'avis n° 45.237/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 octobre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 108

[C — 2009/31002]

13 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de steun aan ondernemingen tijdens werken aan de openbare weg

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het verdrag op de de minimis-steun van 28 december 2006, p. 5;

Gelet op de Aanbeveling 2003/362/EG van 6 mei 2003 van de Commissie betreffende de definitie van de micro-, kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun voor de bevordering van de economische expansie, inzonderheid artikel 59,66 en 67;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 19 juni 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 april 2008;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 28 april 2008;

Gelet op advies nr 45.237/1 van de Raad van State, gegeven op 28 oktober 2008 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Les aides visées par le présent arrêté sont conformes au Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « ordonnance organique » : l'ordonnance organique du Région de Bruxelles-Capitale 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique;

2° « travaux sur la voie publique » : tous travaux sur le domaine public, menés par le gestionnaire de la voirie ou un impétrant, ou au nom de ceux-ci;

3° « entreprise » : l'entreprise telle que définie à l'article 2, 2°, de l'ordonnance organique et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 juin 2008 relatif aux définitions de l'entreprise et des micro-, petites et moyennes entreprises;

4° « nomenclature NACE BEL » : la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national des statistiques dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CE) no 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) no 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques;

5° « contrat de crédit de caisse » : la convention permettant au crédité d'effectuer des opérations en compte même lorsque celui-ci est débiteur, sans que le solde débiteur ne puisse dépasser un montant fixé préalablement;

6° « contrat de crédit à court terme » : la convention par laquelle un établissement de crédit met à disposition du crédité un montant déterminé, n'étant pas destiné au financement d'investissements mobiliers ou immobiliers, pour un terme fixe ne pouvant excéder un an, à un taux d'intérêt convenu à l'avance, le crédité s'engageant à rembourser, à l'échéance fixée, l'intégralité du montant prêté augmenté des intérêts;

7° « Ministre » : le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions;

8° « Administration » : l'Administration de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les définitions figurant à l'article 2 de l'ordonnance organique sont applicables aux termes du présent arrêté.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie une aide à la micro-, petite ou moyenne entreprise dont l'accessibilité est perturbée par des travaux sur la voie publique d'une durée minimale de deux mois, dans le but de lui permettre de faire face à ses charges permanentes d'exploitation ou à des difficultés passagères de trésorerie.

CHAPITRE II. — *Conditions d'application et de maintien de l'aide*

Art. 4. § 1^{er}. Pour bénéficier de l'aide visée au présent arrêté, l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas être active dans l'un des secteurs repris à l'Annexe du présent arrêté; le Ministre peut adapter cette annexe en fonction des priorités politiques et de la réglementation européenne;

2° ne pas être une entreprise dont 25 % ou plus du capital social ou des droits de vote sont directement ou indirectement détenus par une personne morale de droit public;

3° ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration;

4° être établie à front d'une voie publique visée par des travaux ou y avoir un accès, conformément au permis d'urbanisme délivré à cet effet par l'autorité compétente ou, à défaut, à la délibération du gestionnaire de la voirie;

Op voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Artikel 1. De door onderhavig besluit bedoelde steun is conform Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de de minimis-steun

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit verstaat men onder :

1° « organieke ordonnantie » : de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun voor de bevordering van de economische expansie;

2° « werken aan de openbare weg » : alle werken op het openbaar domein, uitgevoerd door de wegbeheerder of een begunstigde, of in naam van hen;

3° « onderneming » : de onderneming zoals bepaald in artikel 2, 2°, van de organieke ordonnantie en bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 betreffende de definitie van de onderneming en van de micro-, kleine en middelgrote ondernemingen;

4° « NACE BEL-nomenclatuur » : de door het Nationaal Instituut voor de Statistiek uitgewerkte nomenclatuur van activiteiten in een geharmoniseerd Europees kader, opgelegd door de Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische nomenclatuur NACE Rev. 2 en tot wijziging van de verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad evenals sommige verordeningen (EG) betreffende specifieke statistische domeinen;

5° « kaskredietcontract » : de overeenkomst die het de kredietnemer mogelijk maakt om rekeningverrichtingen uit te voeren, zelfs wanneer hij debiteur is, zonder dat het debetsaldo een vooraf vastgesteld bedrag mag overschrijden;

6° « kortlopend kredietcontract » : de overeenkomst waarbij een kredietinstelling een vastgesteld bedrag ter beschikking stelt van de kredietnemer, dat niet bestemd is voor de financiering van roerende of onroerende investeringen, voor een vaste termijn die niet meer mag bedragen dan één jaar, tegen een op voorhand overeengekomen interestvoet en waarbij de kredietnemer zich ertoe verbindt de totaliteit van het geleende bedrag, verhoogd met de interesten, op de vastgelegde termijn terug te betalen.

7° « Minister » : de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die bevoegd is voor Economie;

8° « Bestuur » : het Bestuur Economie en Werkgelegenheid van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De bepalingen bedoeld in artikel 2 van de organieke ordonnantie zijn van toepassing in de zin van dit besluit.

Art. 3. Binnen de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister steun toekennen aan een micro-, kleine of middelgrote onderneming waarvan de bereikbaarheid verstoord is door werken aan de openbare weg van een minimumduur van twee maanden, om haar toe te laten het hoofd te bieden aan haar permanente bedrijfslasten of aan voorbijaande thesaurieproblemen.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden verbonden aan de toekenning en aan het behoud van de steun*

Art. 4. § 1. Om de in onderhavig besluit bedoelde steun te kunnen genieten, moet de onderneming aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° niet actief zijn in een van de in de Bijlage van dit besluit hernomen sectoren; de Minister kan die Bijlage aanpassen in functie van politieke prioriteiten en van de Europese reglementering;

2° geen onderneming zijn waarvan 25 % of meer van het maatschappelijk kapitaal of van de stemmen rechtstreeks of onrechtstreeks in handen is van een publiekrechtelijk rechtspersoon;

3° geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin van de communautaire richtsnoeren betreffende de Staatssteun voor redding en herstructurering;

4° gevestigd zijn langs, of toegang hebben tot een openbare weg die het voorwerp is van werken, overeenkomstig de hiervoor door de bevoegde overheid uitgereikte stedenbouwkundige vergunning of, bij ontstentenis, de beslissing van de wegbeheerder;

5° conclure une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale précisant notamment les pièces justificatives à fournir pour le calcul de la subvention en intérêt prévue à l'article 6;

6° préalablement à l'introduction de sa demande d'aide, l'entreprise s'engage à en avertir l'administration communale compétente.

§ 2. Pour permettre à l'entreprise de faire face à ses charges permanentes d'exploitation ou aux difficultés passagères de trésorerie engendrés par les travaux sur la voie publique, l'entreprise doit en outre avoir conclu avec un établissement de crédit un contrat de crédit de caisse ou de crédit à court terme, ou un avenant au contrat de crédit existant. A tout le moins, elle doit avoir reçu une offre d'un établissement de crédit à cet effet.

Le contrat de crédit de caisse ou de crédit à court terme, ou l'avenant au contrat existant ne peut avoir été conclu avant l'annonce des travaux sur la voie publique.

L'offre ne peut avoir été soumise par l'établissement de crédit avant l'annonce des travaux, ni postérieurement à la fin effective des travaux sur la voie publique.

Art. 5. Pour pouvoir conserver le bénéfice de l'aide, l'entreprise doit se conformer aux conditions suivantes :

1° respecter les dispositions de l'ordonnance organique et du présent arrêté;

Art. 6. L'aide visée par le présent arrêté consiste en un subside sur les intérêts que l'entreprise doit l'établissement de crédit.

Le montant de l'aide représente 4 % du capital souscrit dans le cadre du crédit de caisse ou du crédit à court terme.

Moyennant communication préalable au Gouvernement, le Ministre peut adapter ce pourcentage pour autant que le résultat de cette adaptation ne soit pas supérieur à 2 fois ce pourcentage ou soit inférieur de sa moitié.

L'aide minimale est de 400 euros. L'aide ne peut excéder 4.000 euros par entreprise.

Les montants mentionnés au présent article sont indexés tous les deux ans, et pour la première fois au 1^{er} janvier de la deuxième année suivant l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté. L'indexation se fait sur la base de l'indice santé du mois de décembre qui précède. L'indice santé de référence est celui du mois de janvier 2008.

Si la durée des travaux sur la voie publique excède la durée initialement prévue, l'entreprise peut réintroduire une demande d'aide, aux mêmes conditions.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi et de liquidation de l'aide

Art. 7. § 1^{er}. L'entreprise introduit sa demande d'aide auprès de l'Administration sur un formulaire-type déterminé par l'Administration et disponible sur son site internet. Elle y joint les annexes requises, et notamment :

1° un document reprenant l'ensemble des aides de minimis obtenues par l'entreprise au cours de l'exercice fiscal concerné et des deux exercices fiscaux précédents;

2° un plan reprenant la localisation exacte de l'entreprise;

3° un contrat ou un avenant au contrat de crédit caisse ou de crédit à court terme conclu avec une entreprise de crédit, ou une offre de contrat ou d'avenant au contrat de crédit de caisse ou de crédit à court terme émanant d'une entreprise de crédit.

§ 2. La demande d'aide est introduite à partir de l'annonce des travaux sur la voie publique.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les trente jours calendrier de la réception du dossier, l'Administration notifie la décision au demandeur sur base du contrat de crédit de caisse ou du crédit à court terme, ou d'un avenant au contrat de crédit existant fourni, après avoir pris contact avec le gestionnaire de la voirie visée par les travaux et la Commission régionale de coordination des chantiers.

Si le dossier est incomplet, la demande d'aide est rejetée.

Dans le cas où l'entreprise a introduit sa demande sur base d'une simple offre d'un établissement de crédit, l'entreprise dispose dans ce cas d'un délai de 60 jours à dater de la date de l'accusé de réception de la demande pour fournir une copie du contrat ou de l'avenant au contrat conclu.

5° een overeenkomst afsluiten met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin met name gepreciseerd wordt welke bewijsstukken ingediend moeten worden voor de berekening van de in artikel 6 voorziene rentetoelage.

6° de onderneming verbindt er zich toe het bevoegd gemeentebestuur voorafgaandelijk op de hoogte te brengen van de indiening van haar steunaanvraag.

§ 2. Om de onderneming in staat te stellen het hoofd te bieden aan haar permanente bedrijfslasten of aan de voorbijgaande thesorieproblemen die door de werken aan de openbare weg gegenereerd werden, moet de onderneming een kaskredietcontract, een kortlopend kredietcontract of een aanhangsel aan een bestaand kredietcontract met een kredietinstelling afgesloten hebben. Zij moet op zijn minst een hieromtrent een aanbod van een kredietinstelling gekregen hebben.

Het kaskredietcontract, het kortlopend kredietcontract of het aanhangsel aan een bestaand kredietcontract mag niet zijn afgesloten vóór de bekendmaking van de werken aan de openbare weg.

Het aanbod van de kredietinstelling mag niet zijn voorgelegd vóór de bekendmaking van de werken en evenmin na het daadwerkelijk einde van de werken aan de openbare weg.

Art. 5. Om het voordeel van de steun te behouden, moet de onderneming zich conformeren aan de volgende bepalingen :

1° de bepalingen van de organieke ordonnantie en van onderhavig besluit naleven.

Art. 6. De door onderhavig besluit bedoelde steun bestaat uit een subsidie op de interesten die de onderneming aan de kredietinstelling verschuldigd is.

Het bedrag van de steun vertegenwoordigt 4 % van het onderschreven kapitaal in het kader van het kaskrediet of van het kortlopend kredietcontract.

Mits een voorafgaande mededeling aan de Regering kan de Minister dit percentage aanpassen, voor zover het resultaat van deze aanpassing niet groter is dan tweemaal dit percentage of lager dan de helft ervan.

De minimumsteun bedraagt 400 euro. De steun mag de 4.000 euro per onderneming niet overschrijden.

De in dit artikel vermelde bedragen worden om de twee jaar geïndexeerd, de eerste maal op 1 januari van het tweede jaar dat volgt op het jaar van de inwerkingtreding van onderhavig besluit. De indexering gebeurt op basis van de gezondheidsindex van de maand december die voorafgaat. De referentiegezondheidsindex is die van de maand januari 2008.

Wanneer de duur van de werken aan de openbare weg de oorspronkelijk voorziene duur overschrijdt, mag de onderneming een nieuwe steunaanvraag indienen, tegen dezelfde voorwaarden.

HOOFDSTUK III. — Procedure voor de toekenning en de vereffening van de steun

Art. 7. § 1. De onderneming dient haar steunaanvraag in bij het Bestuur met behulp van een typeformulier dat is opgesteld door het Bestuur en beschikbaar is op zijn website. Zij voegt er de vereiste bijlagen bij, en met name :

1° een document met vermelding van alle de minimissteun die de onderneming verkregen heeft tijdens het betrokken belastingjaar en de twee voorgaande belastingjaren;

2° een plan met de exacte locatie van de onderneming;

3° een kaskredietcontract, een kortlopend kredietcontract of een aanhangsel eraan, afgesloten met een kredietinstelling of een aanbod van kaskredietcontract, kortlopend kredietcontract of aanhangsel eraan dat uitgaat van een kredietinstelling.

§ 2. De steunaanvraag wordt ingediend vanaf het ogenblik van de bekendmaking van de werken aan de openbare weg.

Art. 8. § 1. Binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier betekent het Bestuur de beslissing aan de aanvrager op basis van het overgemaakt kaskredietcontract of kortlopend kredietcontract, of van een overgemaakt aanhangsel bij de bestaande kredietovereenkomst, na contact opgenomen te hebben met de voor de werken aangestelde wegbeheerder en de gewestelijke coördinatiecommissie voor werven op de openbare weg.

Indien het dossier onvolledig is, wordt de aanvraag verworpen.

In het geval waarin de onderneming haar aanvraag indient op basis van een eenvoudige offerte van een kredietinstelling, beschikt de onderneming over een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de datum van het bericht van ontvangst van de aanvraag om een kopie van het contract of van het aanhangsel bij het gesloten contract te bezorgen.

Art. 9. La liquidation de l'aide intervient après que le bénéficiaire de l'aide, aie transmis la copie du contrat de crédit de caisse ou de crédit à court terme passé avec l'établissement de crédit.

Section 3. — Modalités de contrôle et conditions de restitution de l'aide

Art. 10. A partir de la date d'introduction du dossier de demande et jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit l'échéance des obligations de l'entreprise envers la Région de Bruxelles-Capitale, l'Administration peut procéder :

1° au contrôle du respect par l'entreprise du présent arrêté, soit sur place, soit sur la base des pièces transmises par l'entreprise;

2° au contrôle du respect par l'entreprise des articles 60, 62 et 65 de l'ordonnance organique.

Art. 11. Toute restitution ou remboursement dû à la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'ordonnance organique, s'effectue par versement au Fonds d'aide aux entreprises visé à l'article 2, 1°, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaire.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 novembre 2008.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

ANNEXE

Les entreprises relevant des secteurs repris ci-dessous ne peuvent prétendre à l'aide aux entreprises en période de travaux sur la voie publique :

Code NACE BEL Description

A : Agriculture, sylviculture et pêche, à l'exception des activités de soutien (01.610 + 01.620)

B : Industries extractives

Dans le code C (Industrie manufacturière) :

- secteur houiller (19.100)

- secteur des fibres synthétiques (20.600)

- secteur de la sidérurgie (24.100)

03.210 à 03.220 Aquaculture

- secteur de la construction navale (30.110 + 30.120 + 33.150)

Dans le code M

69.102 Activités des notaires

69.103 Activités des huissiers de justice

N : Activités de services administratifs et de soutien

O : Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire

P Enseignement

Q Santé humaine et action sociale, à l'exception des codes 88.104, 88.109, 88.992, 88.995 (activités des entreprises de travail adapté) et 88.911, 88.912, 88.919 (crèches et garderies)

R : Arts, Spectacles et activités récréatives, sauf si la finalité principale est d'ordre commercial

Art. 9. De vereffening van de steun gebeurt nadat de begunstigde van de steun de kopie van het met de kredietinstelling afgesloten kaskredietcontract of kortlopend kredietcontract heeft overgemaakt..

Afdeling 3. — Modaliteiten inzake controle op en teruggave van de steun

Art. 10. Vanaf de datum van de indiening van het aanvraagdossier, en tot 31 december van het jaar dat volgt op het vervallen van de verplichtingen van de onderneming ten aanzien van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kan het Bestuur overgaan tot :

1° de controle van de naleving door de onderneming van onderhavig besluit, hetzij ter plaatse, hetzij op basis van door de onderneming overgemaakte stukken;

2° de controle van de naleving, door de onderneming, van de artikelen 60, 62 en 65 van de organieke ordonnantie.

Art. 11. Elke, aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verschuldigde teruggave of terugbetaling, geschiedt door storting aan het in artikel 2, 1°, van de ordonnantie houdende oprichting van begrotingsfondsen, bedoeld Fonds voor hulp aan de ondernemingen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Onderhavig besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 13 november 2008.

Voor de Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Werkgelegenheid, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

BIJLAGE

De ondernemingen die ressorteren onder de hieronder vermelde sectoren kunnen geen aanspraak maken op steun aan ondernemingen tijdens werken aan de openbare weg :

NACE BEL Code Beschrijving

A : Landbouw, bosbouw en visvangst, uitgezonderd de ondersteunende activiteiten (01.610 + 01.620)

B : Winning van delfstoffen

In code C (Industrie) :

- steenkoolindustrie (19.100)

- sector van de synthetische vezels (20.600)

- staalindustrie (24.100)

03.210 à 03.220 Aquaculture

scheepsbouwindustrie (30.110 + 30.120 + 33.150)

In code M

69.102 Activiteiten van notarissen

69.103 Activiteiten van deurwaarders

N : Administratieve Diensten en Steun

O : Openbaar bestuur en defensie; verplichte sociale verzekeringen

P Onderwijs

Q Menselijke gezondheidszorg en maatschappelijke dienstverlening, met uitzondering van de codes 88.104, 88.109, 88.992, 88.995 (beschutte en sociale werkplaatsen en buurt- en nabijheidsdiensten) en 88.911, 88.912, 88.919 (crèches en kinderdagverblijven)

R : Kunst, amusement en recreatie, behalve wanneer het hoofddoel van financiële aard is.

Dans le code S (Autres activités de services) :

- activités des organisations associatives (94)

T : Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre

U Activités des organismes extra territoriaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux aides aux entreprises destinées à l'accueil de la petite enfance.

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie,
de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie
et de l'Aidé médicale urgente,

B. CEREXHE

In code S (Overige diensten) :

- verenigingen (94)

T : Huishoudens als werkgever; niet-gedifferentieerde productie van goederen en diensten door huishoudens voor eigen gebruik

U Extraterritoriale organisaties en lichamen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de steun aan ondernemingen bestemd voor kinderopvang.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Werkgelegenheid, Economie,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 109

[C - 2008/31668]

18 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant précision des modalités de certification des installations de production d'électricité verte de faible puissance, et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 2004 relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 2004 relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2007 déterminant les modalités d'octroi des labels de garantie d'origine et précisant les obligations incombant aux fournisseurs, notamment les articles 5, 8, 11, 12, 14, 17, 24 et 26;

Sur proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de l'Environnement, de l'Energie, et de la Politique de l'Eau;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1, 13° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 2004 relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité, la définition de titulaire de l'installation est remplacée par ce qui suit : « 13° titulaire de l'installation : la personne physique ou la personne morale ayant ou attestant d'un droit réel sur les installations de production ».

Art. 2. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 2004. relatif à la promotion de l'électricité verte et de la cogénération de qualité est complété par un troisième paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. En dérogation au paragraphe 2, la visite de certification des installations d'une puissance inférieure ou égale à 5kW est assurée par le gestionnaire du réseau de distribution. La Commission détermine en concertation avec ce dernier les modalités et le rapportage de cette visite. A cette fin, ils établissent un protocole de collaboration et d'échange d'information. »

Art. 3. L'article 8 du même arrêté est repris comme le premier paragraphe de l'article 8. modifié. Ce paragraphe est complété d'un deuxième paragraphe rédigé comme suit :

« § 2 En dérogation au premier paragraphe, en ce qui concerne les installations d'une puissance inférieure ou égale à 5 kW, la Commission organise un contrôle qui portera au minimum sur 5 % des installations chaque année. »

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 109

[C - 2008/31668]

18 DECEMBER 2008. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende bepaling van de modaliteiten voor de certificering van installaties voor de productie van groene elektriciteit met een beperkt vermogen, en houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 2004 betreffende de promotie van groene elektriciteit en van kwaliteitswarmtekrachtkoppeling

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 2004. betreffende de promotie van groene elektriciteit en van kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2007. houdende vaststelling van de modaliteiten voor de toekenning van labels van garantie van oorsprong en houdende bepaling van de plichten opgelegd aan de leveranciers, inzonderheid op de artikelen 5, 8, 11, 12, 14, 17, 24, 26;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Leefmilieu, Energie, Bijstand aan Personen en Waterbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, 13° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6. mei 2004 betreffende de promotie van groene elektriciteit en van kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, wordt de definitie van « titularis van de installatie » vervangen door : « 13° titularis van de installatie : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die een zakelijk recht op de productie-installaties heeft of kan aantonen ».

Art. 2. Artikel 5 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 2004 betreffende de promotie van groene elektriciteit en van kwaliteitswarmtekrachtkoppeling wordt vervolledigd met een derde paragraaf, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van paragraaf 2, wordt het bezoek voor de certificering van installaties met een vermogen kleiner dan of gelijk aan 5kW uitgevoerd door de distributienetbeheerder. De Commissie bepaalt in overleg met deze laatste de modaliteiten en de rapportering van dit bezoek. Te dien einde stellen zij een protocol op voor samenwerking en uitwisseling van informatie. »

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt overgenomen als de eerste paragraaf van het gewijzigde artikel 8. Deze paragraaf wordt vervolledigd met een tweede paragraaf, luidend als volgt :

« § 2 In afwijking van de eerste paragraaf, organiseert de Commissie, met betrekking tot de installaties met een vermogen kleiner dan of gelijk aan 5 kW, een controle van ten minste 5 % van de installaties elk jaar. »